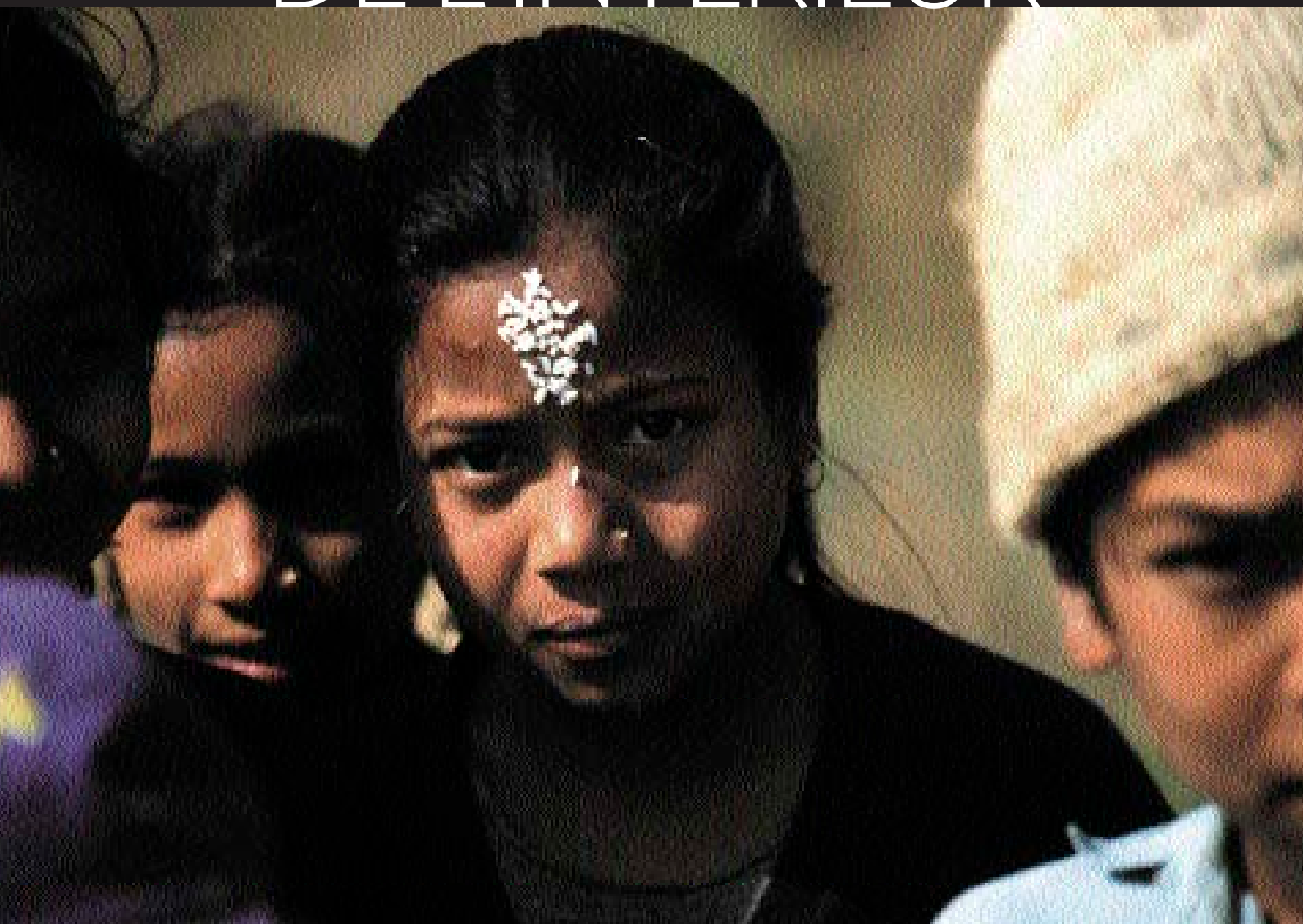


AGIR DE L'INTÉRIEUR



Exemples d'approches respectueuses de la culture
adoptées dans les programmes de l'UNFPA

2-3

Introduction

4-6

Guatemala : Trouver un terrain d'entente et bâtir ensemble

7-9

La République islamique d'Iran : Renforcer la confiance et la compréhension pas à pas

10-14

Ouganda : Obtenir l'appui des gardiens de la culture

15-17

Inde : Rétablir l'équilibre entre les sexes

18-20

Ghana : Agir conjointement avec le ministère de la jeunesse

21-23

Yémen : Ouvrir les esprits à la santé en matière de reproduction

24-26

Brésil : Jeter des ponts vers les organisations confessionnelles

27-29

Cambodge : Faire une place à la santé de la reproduction dans le *Dharma*

30-32

Malawi : Mobiliser les dirigeants religieux et traditionnels pour lutter contre le VIH/sida

Avant-propos

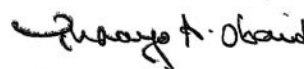
Jour après jour, l'UNFPA consacre ses efforts à l'amélioration de la santé et du bien-être de femmes, d'hommes et d'adolescents, en se concentrant plus particulièrement sur la santé et les droits en matière de reproduction. Au vu de la nature intime et délicate des sujets traités, il n'est pas toujours facile d'amener les gens et les communautés à agir et d'accroître les possibilités et les choix qui s'offrent à eux. La tâche s'avère particulièrement ardue lorsque leur vie est marquée par des traditions séculaires et des schémas culturels complexes parfois difficiles à appréhender de l'extérieur.

Les réalités sociales et culturelles constituent à la fois des défis et des chances de progrès dans la réalisation des objectifs de développement et des droits de la personne. Il en est particulièrement ainsi lorsqu'il s'agit de l'égalité et de l'équité entre les sexes, du VIH/sida, de la coupure génitale féminine, de la violence envers les femmes, de la santé maternelle et de la planification familiale. Pour progresser davantage dans ces domaines, ainsi que dans d'autres, l'UNFPA a lancé en 2002 un programme visant à intégrer systématiquement les facteurs culturels aux efforts déployés dans les projets. Sur le terrain, le Fonds a fait une place accrue à la collaboration avec les communautés et les pouvoirs locaux, au travers de dialogues, d'une

écoute mutuelle, d'un partage de connaissances et de savoirs, pour planifier en commun et pour agir ensemble.

Les études de cas exposées ci-après sont tirées d'un rapport plus complet de l'UNFPA intitulé "Culture Matters : Working with Communities and Faith-based Organizations". La présente brochure a pour but de partager, sous une forme aisément lisible, quelques réflexions initiales sur ce qui a ou n'a pas été efficace pour l'UNFPA lors de la mise en œuvre de programmes dans des contextes culturels délicats.

Ce sont ici, je l'espère, les débuts de succès grandissants dans l'instauration de par le monde d'une prise de conscience, d'un soutien en faveur des femmes et de leur autonomisation, afin que celles-ci accèdent aux droits et aux choix qu'elles méritent. Nous faisons ainsi un pas de plus vers la réalisation des objectifs adoptés en 1994 lors de la Conférence internationale sur la population et le développement mais qui sont toujours hors de la portée de millions de gens.



Thoraya A. Obaid
Directrice exécutive, UNFPA

Les réalités sociales et culturelles constituent à la fois des défis et des chances de progrès dans la réalisation des objectifs de développement et des droits de la personne.

Introduction

Lors de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) de 1994, 179 pays ont adopté un programme d'action reconnaissant comme des priorités mondiales certains objectifs universels tels que l'éducation pour tous, l'autonomisation des femmes, la réduction de la mortalité maternelle, la prévention du VIH/sida et l'établissement d'un partenariat solide destiné à réduire la pauvreté et à promouvoir le développement. Six ans plus tard, les participants au Sommet du Millénaire rappelaient l'urgence de ces questions et invitaient la communauté internationale à faire des progrès substantiels dans ces domaines d'ici 2015.

Modifier les comportements, les attitudes et les lois, en particulier lorsqu'il s'agit des rapports entre les sexes et de la santé et des droits en matière de reproduction, s'est toutefois avéré être une entreprise complexe et souvent laborieuse, exigeant une grande sensibilité aux dynamiques sociales. C'est un processus qui requiert de la patience, une réelle volonté d'écoute et le respect de la diversité culturelle.

Les études de cas présentées ci-après ont été réalisées dans neuf pays dans lesquels l'engagement de l'UNFPA, Fonds des Nations Unies pour la population, en faveur des communautés s'est caractérisé par une approche respectueuse de la culture. Elles illustrent les actions menées à l'intérieur de systèmes culturels complexes pour atteindre des objectifs largement partagés axés sur le bien-être des communautés et les droits des individus.

En Ouganda, par exemple, une association d'anciens, précédemment fervents défenseurs de la coupure génitale féminine, a décidé de mettre un terme à cette pratique en raison de ses préoccupations pour l'avenir de ses jeunes concitoyens. Dans une autre région du pays, les dirigeants des royaumes traditionnels et les chefs tribaux sont devenus les principaux partisans de l'éradication d'autres coutumes néfastes, jadis prônées par la culture mais aujourd'hui susceptibles de favoriser la propagation du VIH/sida.

Au Guatemala, une stratégie visant à la formation de coalitions a abouti à l'adoption d'une loi novatrice sur le développement social englobant la santé en matière de reproduction, qui fera beaucoup pour préserver le bien-être et protéger les droits des femmes et de leur famille.

En Inde, une campagne de plaidoyer sur la discrimination envers les filles a renforcé les dispositions relatives à l'application d'une loi visant à mettre fin à la pratique largement répandue de l'avortement sélectif en fonction du sexe de l'enfant.

Ces changements n'ont pas été immédiats. Il a d'abord fallu instaurer la confiance et créer un cadre propice à la collaboration entre les différentes parties prenantes. Il a également fallu forger des partenariats avec les communautés et leurs dirigeants traditionnels souvent considérés par les membres de la communauté comme les "gardiens de la culture".

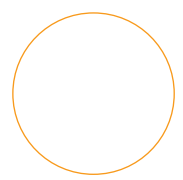
En fait, dans un nombre croissant de pays, les alliances établies avec les chefs religieux et culturels et les organisations confessionnelles ont permis à l'UNFPA d'étendre son action aux communautés rurales où la tradition a beaucoup plus d'emprise qu'en milieu urbain. De tels partenariats ont aussi aidé les communautés elles-mêmes à s'approprier les programmes, élément déterminant de la durabilité des projets. En effet, pour que les changements instaurés perdurent, il est essentiel que la communauté les fasse siens.

Comme le montrent ces études de cas, une démarche lente mais pragmatique est parfois le moyen le plus rapide d'atteindre certains objectifs. Les attitudes et les comportements qui font de longue date partie intégrante des traditions sociales ne se modifient pas du jour au lendemain. Mais les efforts déployés pour faire apparaître des valeurs reconnues universellement peuvent contribuer à jeter des ponts entre les cultures locales et les normes internationales des droits de la personne.

PRINCIPES POUR AGIR DE L'INTÉRIEUR

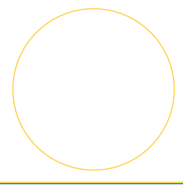
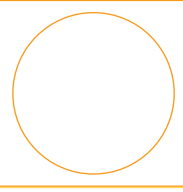
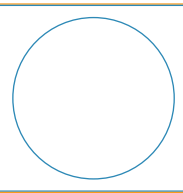
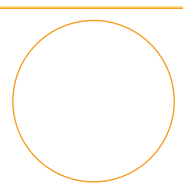
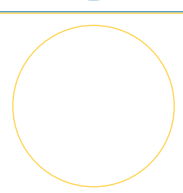
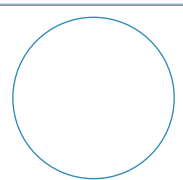
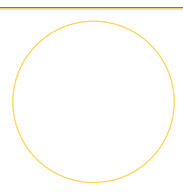
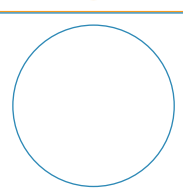
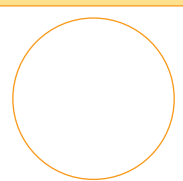
Les éléments suivants se retrouvent dans beaucoup des études de cas exposées ci-après :

- Adopter une approche respectueuse de la culture peut faciliter la réalisation des projets et offrir de nouvelles possibilités de mise en œuvre du programme d'action de la CIPD. Une telle approche implique que l'on cherche à comprendre le contexte culturel dans lequel les programmes sont exécutés, que l'on crée un cadre de négociation positif avec les partenaires et les parties prenantes, que l'on reconnaisse que la patience et la transparence sont indispensables lorsque l'on vise à des changements de comportement, que l'on respecte la culture locale et ses différentes manifestations, que l'on honore les accords conclus et que l'on promeuve le respect des droits de la personne universellement reconnus de manière à permettre aux communautés de se les approprier.
- Encourager les communautés à se rendre compte de l'importance que revêtent les principes de la CIPD relatifs aux droits humains et à l'équité et l'égalité entre les sexes et créer un cadre leur permettant d'appliquer ces principes peut contribuer au bien-être des hommes, femmes, enfants et familles. Ceux-ci ont ainsi la possibilité d'apprécier et de s'approprier ces droits universellement reconnus et de les intégrer à leur propre réalité.
- Commencer par identifier les acteurs locaux possédant les capacités et la légitimité nécessaires pour motiver et mobiliser les communautés, afin qu'elles deviennent des partenaires actifs du développement, est souvent indispensable à tout projet visant un changement de comportement. Les partenariats établis avec les acteurs locaux du changement se sont avérés inestimables dans l'instauration des conditions favorables à l'acceptation et à l'appropriation des programmes aux niveaux local et national.
- Pour l'UNFPA, jouer le rôle de médiateur s'est souvent révélé le moyen d'action le plus efficace; il implique de développer au sein de l'organisation une grande aptitude à comprendre les intérêts des diverses parties prenantes et à faire fond sur des objectifs communs. Ces parties prenantes comprennent aussi bien des dirigeants politiques que des organisations de la société civile, des chefs culturels et des représentants du secteur privé.
- Obtenir le soutien des responsables culturels ou religieux constitue souvent une condition préalable à une action efficace auprès de la communauté. L'un des moyens d'y parvenir est d'entamer la discussion en fournissant des données solides, étayées par des preuves, sur des questions qui préoccupent la communauté, telles que la santé maternelle et infantile, l'impact de la violence contre les femmes et la prévalence du VIH/sida. De telles informations peuvent réduire les éventuelles tensions en concentrant l'attention de chacun sur un objectif commun, à savoir le bien-être des gens. Une fois que les parties prenantes comprennent la valeur potentielle des programmes proposés, le débat peut être étendu à des points plus délicats.
- Éviter d'employer un langage connoté dans les discussions portant sur les programmes peut contribuer à établir un terrain neutre, où il devient possible de comprendre et de soutenir les objectifs du projet.
- Mener une campagne de plaidoyer soigneusement élaborée est utile à la réalisation des objectifs de programmes de nature délicate. De telles campagnes doivent être étroitement liées au contexte culturel et refléter clairement les points de vue des partenaires et des adversaires potentiels. Elles doivent aussi être diffusées à l'aide de moyens d'expression couramment utilisés dans la culture concernée. En Ouganda, par exemple, le recours à la musique, à la poésie et au théâtre africains se sont avérés efficaces pour atteindre un large public. Dans les contextes musulmans, l'intégration de références à l'Islam aux campagnes de plaidoyer a permis de lever certains soupçons et d'encourager la population locale à s'approprier le programme.



1
Guatemala

“La patience, la persévérance et la volonté de dialoguer sont autant d’outils qui permettent d’induire des changements de comportement dans les contextes délicats.”



4

L'adoption d'une loi novatrice promouvant une amélioration de la santé des femmes et des familles a été le fruit d'une année et demie de négociations et de recherche de consensus, facilitées par l'UNFPA, au sein d'une large gamme de parties prenantes.

Bien que le Guatemala présente l'un des taux de mortalité maternelle les plus élevés d'Amérique latine – 270 décès pour 100 000 naissances vivantes –, les programmes de santé en matière de reproduction n'ont longtemps bénéficié que d'un faible soutien politique dans ce pays. La situation a cependant changé en 2001, avec la promulgation de la loi sur le développement social, qui promeut l'application de politiques spécifiques dans les domaines de la population, de la santé de la reproduction, de la planification familiale et de l'éducation sexuelle.

Dix ans auparavant, le Congrès avait déjà voté une loi semblable, mais le président guatémaltèque y avait opposé son veto, après un travail intensif de groupes de pression. Cette fois, en revanche, le gouvernement et un certain nombre de parties prenantes ont élaboré et mis en œuvre une bonne stratégie de sensibilisation de plaidoyer bien avant la ratification de la loi. Cette stratégie n'impliquait pas seulement les alliés traditionnels, mais aussi des groupes tels que l'Église catholique, des communautés évangéliques et des dirigeants des milieux d'affaires. Les alliés potentiels de chacun de ces groupes ont été identifiés, puis ont fait l'objet d'efforts de plaidoyer ciblés. Durant tout le processus, l'UNFPA a joué un rôle de facilitateur, soutenant les institutions gouvernementales et les organisations de la société civile qui se sont faites les auteurs de la nouvelle loi et en ont assumé la responsabilité.

La démarche a consisté à déterminer avec l'Église catholique les éléments présentant un intérêt commun a permis de trouver des terrains d'entente dans des domaines qui faisaient depuis longtemps l'objet de dissensions; c'était donc un point de départ important pour les négociations. Ainsi, par exemple, un large consensus a-t-il été dégagé sur la nécessité de réduire la mortalité maternelle et infantile, qui est devenue la composante centrale de la nouvelle loi.

Au sein du gouvernement et de la société civile, la conclusion de partenariats stratégiques avec certains alliés a permis d'affaiblir l'influence de groupes opposés à la loi. Des représentants des médias et des milieux de la communication, par exemple, ont publié des articles sur la population et la santé en matière de reproduction dans la presse écrite et diffusé à la radio et à la télévision des débats traitant des mêmes sujets.

Bien que le processus dans son ensemble ait été laborieux, il s'est finalement avéré fructueux. Pour reprendre les termes du représentant de l'UNFPA au Guatemala : "La patience, la persévérance et la volonté de dialoguer sont autant d'outils qui permettent d'induire des changements de comportement dans les contextes délicats. Il nous a fallu près de 15 mois d'un travail acharné et de négociations pour dissiper la méfiance, forger des consensus et créer les compétences nécessaires à la préparation d'un terrain favorable à l'adoption de la loi."

CE QUI EST OPÉRANT



- **Connaître les opposants et comprendre leur point de vue peut être la clé de la réussite des négociations. Il convient d'analyser les bases de leurs arguments et d'y apporter des réponses logiques.**
- **L'élaboration d'une stratégie de plaidoyer distincte pour chaque groupe de parties prenantes est souvent le moyen le plus efficace de parvenir à un consensus.**
- **Mettre en place un processus de consultation et de négociations transparent permettant à chacune des parties d'avoir un accès total à l'information suffit souvent à dissiper la méfiance.**
- **Le respect de tous les engagements pris est un facteur qui favorise l'instauration de la confiance.**
- **Dans les contextes culturels complexes, l'apport de données solides, étayées par des preuves, sur des sujets de préoccupation commune peut aider à rassembler les parties prenantes. Il est important que le plaidoyer fasse suite à l'information.**
- **L'intégration du plus grand nombre d'acteurs possible au processus peut contribuer à l'appropriation locale des objectifs du programme.**

L'instauration d'une confiance mutuelle s'est révélée être un processus laborieux, que l'UNFPA a géré en s'attachant à toujours faire preuve de transparence.

2
La République
islamique d'Iran



La République islamique d'Iran •

Renforcer la confiance et la compréhension pas à pas

La République islamique d'Iran

Au cours de la dernière décennie, d'immenses progrès ont été réalisés en République islamique d'Iran dans les domaines de la santé et des droits en matière de reproduction, en partie grâce à la patience et à la persévérance déployées dans la gestion de sujets culturellement sensibles.

Durant les années qui ont suivi la révolution islamique de 1979, la République islamique d'Iran encourageait la population à avoir de nombreux enfants. Le gouvernement s'est cependant vite rendu compte qu'une forte croissance démographique (3,9 %) s'opposait à ses efforts pour combattre la pauvreté et offrir des emplois et des logements adéquats à ses citoyens.

Au cours de la dernière décennie, d'immenses progrès ont été réalisés en République islamique d'Iran. Le taux de fécondité a diminué de plus de la moitié, sous l'effet d'efforts concertés du gouvernement, d'activités de plaidoyer et de la mise en place de l'un des meilleurs systèmes de soins de santé primaire de la région. Le pays est allé bien au-delà des objectifs fixés lors de la Conférence internationale sur la population et le développement qui s'est tenue au Caire en 1994.

Dans le cadre du Troisième programme national (2000-2004), l'UNFPA aide le gouvernement à réaliser ses objectifs visant à autonomiser les femmes et les jeunes et à réduire la maladie et les décès chez les mères et les enfants. Il intervient dans des zones défavorisées difficiles à atteindre, où les indicateurs relatifs à la santé sont inférieurs à la moyenne nationale. Ces zones abritent également deux grandes communautés ethniques, les Balouchis et les Kurdes, pour lesquelles les questions de planification familiale sont extrêmement délicates.

Pour répondre aux immenses besoins de ces deux communautés, un programme de santé de la reproduction alliant recherche, formation et information a été soigneusement mis au point afin d'encourager les hommes, les femmes et les adolescents à recourir aux services de planification familiale. Au niveau des communautés, le programme est mené par des

médecins travaillant dans des centres de soins locaux et des *behvarzes* (agents de santé communautaires) appartenant au village des familles qu'ils desservent. Selon un partenaire du programme, les questions les moins délicates, qui mettent l'accent sur la santé des femmes, ont été abordées en premier. Ce n'est que peu à peu, après que la mortalité infantile a commencé à baisser, note-t-il, que "les gens nous ont fait confiance et se sont rendu compte du fait que nos services sont d'une importance vitale".

"L'étape suivante a consisté à réunir les dirigeants religieux et communautaires dans le cadre de rencontres et de séminaires où des spécialistes de la santé en matière de reproduction et de planification familiale ont expliqué le programme et demandé leur aide", ajoute-t-il. La publication de nouvelles *fatwas* (édits) émanant d'importants chefs religieux a également pesé son poids pour faire réaliser aux gens que "la santé en matière de reproduction et la planification familiale ne sont pas contraires à leur religion".

Une autre initiative mise en œuvre par l'Organisation du mouvement d'alphabétisation et son réseau de 50 000 éducateurs diffuse des messages sur la population et la santé en matière de reproduction par l'intermédiaire des cours d'alphabétisation et de formation continue pour adultes. L'intervention d'enseignants originaires des régions concernées et connaissant bien les sensibilités locales est idéale pour transmettre les informations sur la santé en matière de reproduction.

Depuis son lancement en 1992, le projet a orienté et formé plus de 17 000 enseignants et a atteint son objectif, qui était d'intégrer au programme d'alphabétisation national des messages sur la santé en matière de reproduction. Plus de 30 brochures ont

été publiées sur des sujets allant des soins à donner aux enfants à la grossesse en passant par la préférence accordée aux garçons; elles ont été partagées avec les pays musulmans voisins. L'éducation relative au VIH/sida vient d'être introduite dans le cadre d'un projet pilote.

Une troisième initiative dite "Projet des femmes" mobilise l'appui des chefs religieux et autres décideurs en faveur d'une amélioration de la qualité des services de santé de la reproduction et de la promotion des droits des femmes. Ces objectifs sont poursuivis au moyen de recherches, de campagnes de sensibilisation du public, de renforcement des capacités au sein d'institutions et d'organisations actives dans le domaine social, et d'activités visant à l'autonomisation des femmes, notamment de projets générateurs de revenus.

Parmi tous les projets appuyés par l'UNFPA en République islamique d'Iran, le Projet des femmes est le plus délicat. Après plusieurs années d'efforts et peu de progrès, des mesures législatives protégeant les femmes et d'autres mesures d'accompagnement sont actuellement à l'étude, encouragées par un environnement plus ouvert. Suite à des efforts de plaidoyer, plus de 35 déclarations en faveur de la prise en compte des questions de santé en matière de reproduction, y inclus de l'égalité entre les sexes et des droits des femmes, ont été émises par des parlementaires, des décideurs politiques, des chefs religieux influents et des dirigeants communautaires.

"Chacune des étapes de la réalisation des objectifs du projet a exigé un temps considérable et parfois beaucoup d'énergie, note le directeur national du projet, mais l'expérience m'a enseigné que lorsque l'on traite de questions culturellement sensibles, la seule solution est d'être le plus prudent et le plus patient possible. Il faut impérativement faire face à chaque problème, sous peine de voir des problèmes plus grands encore surgir par la suite, à un moment où il est trop tard pour réagir."

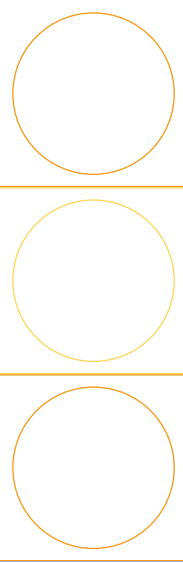
En réalité, aucun de ces projets n'a produit des résultats du jour au lendemain. Après la révolution islamique, le gouvernement ainsi que la plupart des Iraniens se méfiaient des étrangers et des organisations étrangères. L'instauration d'une confiance mutuelle s'est révélée être un processus laborieux, que l'UNFPA a géré en s'attachant à toujours faire preuve de transparence.

"La leçon la plus importante à retenir, déclare un professeur de l'Université de Téhéran, est que grâce à la patience et à la sensibilité culturelle, une organisation intervenant dans un contexte culturel complexe, à une époque où les étrangers étaient considérés avec méfiance, a été capable d'aborder des questions délicates avec les groupes les plus défavorisés du pays et de mettre en œuvre des projets aujourd'hui qualifiés de réussites. Les partenaires de l'UNFPA en Iran, qu'ils soient conservateurs ou libéraux, considèrent le Fonds comme un allié digne de confiance."

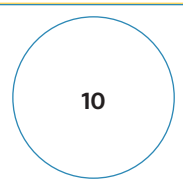
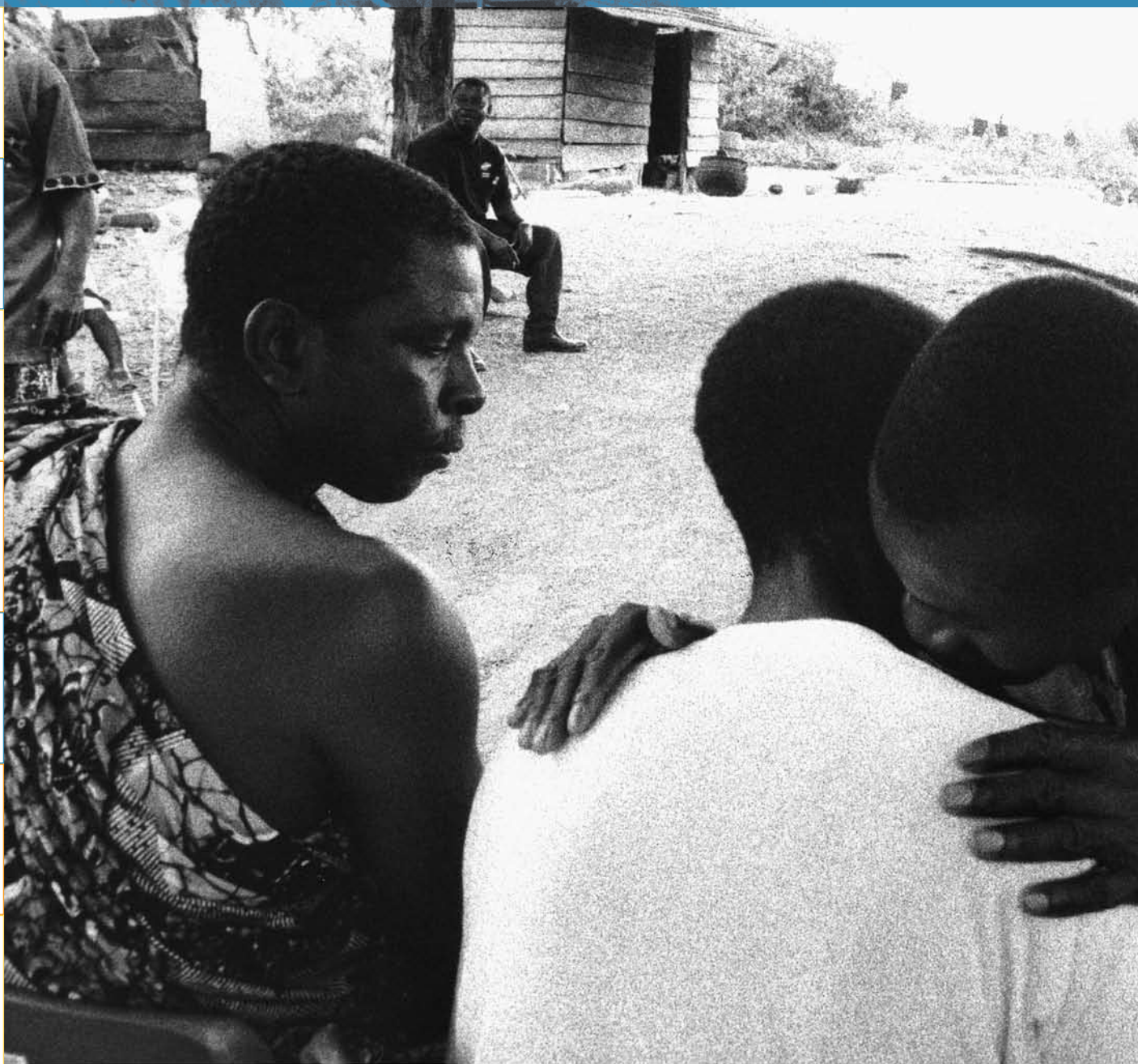
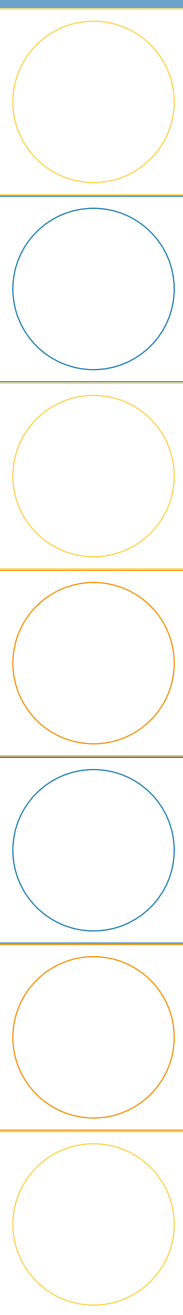
CE QUI EST OPÉRANT



- Dans un environnement caractérisé par la diversité ethnique et religieuse, il est important de jouer le rôle de médiateur et de confirmer ainsi sa neutralité.
- Le meilleur moyen d'aborder des questions culturellement sensibles consiste à les inscrire dans le cadre de la santé : une approche technique ou scientifique peut faciliter la discussion et l'acceptation de tels sujets.
- Au début d'un projet, il est essentiel de prendre tout le temps voulu pour clarifier les différents points et pour dissiper tous les doutes exprimés. Tout doute ou question demeurant en suspens risque de refaire surface ultérieurement et de nuire à la mise en œuvre du projet.
- Les campagnes de sensibilisation mettant en exergue les bénéfices économiques et sociaux des familles peu nombreuses peuvent persuader. Comparer la situation de familles dont l'histoire, le niveau social et les revenus sont similaires et qui ne diffèrent que par le nombre d'enfants permet d'expliquer l'intérêt de la planification familiale de manière claire et compréhensible pour les gens.
- Les preuves recueillies sur le terrain peuvent être présentées de manière efficace pour convaincre les chefs religieux, les décideurs politiques et l'opinion publique de l'importance de la santé en matière de reproduction pour les individus, les communautés et l'ensemble de la nation.
- Pour atteindre les communautés de base, il est utile d'engager un partenaire connaissant bien les sensibilités locales et capable de les gérer de manière appropriée.
- Laisser les partenaires gérer eux-mêmes les projets leur permet de s'approprier ceux-ci. Il est cependant important de les soutenir en permanence en leur apportant une assistance technique, une formation et des informations.
- Offrir leurs chances aux femmes peut les aider à démontrer leurs compétences et lutter contre certaines croyances erronées véhiculées par la culture.



L'équipe du projet a toujours veillé à faire preuve de respect à l'égard des anciens et de leurs préoccupations, pour que les objectifs du projet ne soient pas interprétés comme des jugements de valeur sur la société ou la culture.



Ouganda • Obtenir l'appui des gardiens de la culture

Dans le contexte culturel complexe qui caractérise l'Ouganda, ce sont les anciens, les rois, les évêques et les imams (ecclésiastiques musulmans) qui font l'opinion. L'UNFPA a su s'associer avec eux pour promouvoir des comportements plus favorables à la santé et éliminer certaines pratiques traditionnelles néfastes. Le travail de l'UNFPA dans ce pays, qui lutte avec succès contre l'épidémie du VIH/sida, offre un modèle d'action au sein de structures culturelles existantes.

● PRÉSERVER LES VALEURS CULTURELLES TOUT EN ÉRADICANT LES PRATIQUES NÉFASTES

En Ouganda, après avoir été de fervents défenseurs de la coupure génitale féminine, certains des anciens ont peu à peu accepté de promouvoir l'élimination de cette coutume néfaste. Cette transformation est le résultat d'un projet soutenu par l'UNFPA dit projet REACH (*Reproductive, Educative and Community Health* - Santé de la reproduction, santé éducative et communautaire), mené depuis 1996 en partenariat avec l'Association des anciens Sabiny. Cette association réunit les chefs de 161 clans Sabiny et sa mission est de promouvoir le bien-être du peuple Sabiny et de préserver sa langue et sa culture.

Les efforts déployés précédemment en vue de réduire la coupure génitale féminine en Ouganda s'étaient heurtés à une grande résistance, mais le projet REACH était différent, en ce sens qu'il visait à la fois à éliminer cette pratique et à renforcer la dignité culturelle de la communauté.

Pour y parvenir, il était essentiel de reconnaître dès le départ l'importance de l'engagement de la population locale. C'est ainsi qu'avant le démarrage du projet, une conférence réunissant près de 300 anciens a été organisée, suivie par une série d'ateliers et de séminaires à l'intention des femmes et des jeunes. Ces activités ont d'abord porté sur le sujet général de l'amélioration de la santé en matière de reproduction; ce qu'est que progressivement que la question de la coupure génitale féminine a été introduite et que la communauté a été amenée à analyser tant les effets négatifs que les valeurs positives de cette pratique. Les fonctionnaires de district ont alors élaboré le plan du projet, avec le soutien technique du secrétariat ougandais pour les affaires de population et de l'UNFPA.

D'autres parties prenantes ont été identifiées et intégrées au processus. Un "groupe allié" de pairs éducateurs a été fondé pour appuyer l'éducation des filles et diffuser des informations sur la santé en matière de reproduction. Les accoucheuses traditionnelles, les sages-femmes et les infirmières ont elles

CE QUI EST OPÉRANT



- Souligner qu'il existe dans toutes les cultures aussi bien des coutumes positives que des coutumes néfastes lorsque l'on traite de ces dernières.
- La concertation avec la communauté locale lors de la conception d'un projet garantit l'acceptabilité culturelle des stratégies et des messages de plaidoyer.
- Publier les succès obtenus peut créer un sentiment de fierté et renforcer l'engagement de la communauté.
- Faire confiance aux responsables de projet locaux aide à faire accepter le programme par la communauté.
- L'adoption d'une approche non prescriptive qui fait intervenir les personnes connaissant la pratique (directement ou indirectement) favorise l'appropriation du projet.
- Fournir des preuves tangibles de l'impact des pratiques traditionnelles néfastes aide la communauté à se rendre compte de la nécessité des changements et à faire ses choix en toute connaissance de cause.

aussi été formées et sensibilisées aux questions relatives aux pratiques néfastes.

L'équipe du projet a toujours veillé à faire preuve de respect à l'égard des anciens et de leurs préoccupations, pour que les objectifs du projet ne soient pas interprétés comme des jugements de valeur sur la société ou la culture. C'est ainsi que l'idée de célébrer chaque année une "journée de la culture" dans un district a été lancée dans le but de renforcer les aspects positifs des coutumes et des traditions locales. Par ailleurs, les responsables du projet ont fait en sorte que les praticiens de la coupure génitale féminine puissent assumer d'autres rôles culturels et bénéficier d'autres sources de revenus. Leurs valeurs et leur prestige n'ont ainsi pas été remis en question ou diminués du fait de l'abandon de la coutume.

En fait, à la fin du projet, des jeunes hommes et même de nombreux anciens praticiens ont spontanément formé des groupes de pression afin de s'opposer à ce rite. La coupure génitale féminine a très nettement diminué dans le district : une évaluation menée 15 mois après le lancement du projet a révélé une réduction de 36 %. En 2002, seules un peu plus de 5 % des 12 000 candidates potentielles ont subi cette pratique dans un district qui, à un moment donné, était allé jusqu'à émettre un arrêté la rendant obligatoire pour toutes les femmes.

● INCLURE LES ROIS ET LES CHEFS OUGANDAIS

Avant 1967, l'Ouganda était composé de cinq royaumes dont le fonctionnement s'apparentait aux États fédéraux actuels. Les rois jouissaient d'un contrôle total sur les ressources et les revenus de leur région et s'entouraient de chefs chargés de la gestion quotidienne. En 1995, le gouvernement ougandais a accédé aux demandes répétées des sujets des différents royaumes en acceptant de rétablir ceux-ci à condition que

les rois et les chefs tribaux agissent uniquement en qualité de responsables culturels et d'agents du développement et s'abstiennent d'activités politiques.

En vertu des accords actuels, le gouvernement œuvre en étroite coopération avec les représentants des royaumes, en particulier dans le secteur social et notamment sur des questions telles que les campagnes de vaccination et la prévention du VIH/sida. Institutions culturelles vénérées, manifestant un vif intérêt pour le bien-être de leurs ressortissants, les royaumes sont des partenaires tout désignés des programmes liés à la santé et aux droits en matière de reproduction. Les projets les plus récents soutenus par l'UNFPA, qui incluent les royaumes de Bunyoro et de Toro, sont axés sur le mariage précoce et les pratiques culturelles exposant les jeunes au risque de contracter le VIH et d'autres maladies sexuellement transmissibles. Les projets comprennent toute une gamme d'activités de recherche et de sensibilisation, telles que des séminaires destinés aux dirigeants des royaumes et aux responsables de la jeunesse, portant sur des sujets allant du mariage précoce et des pratiques liées à la culture à l'éducation en passant par la consommation de drogue et la sexualité. Parmi les autres activités figurent aussi des émissions radiophoniques et la mise en place de groupes de jeunes visant à favoriser les débats.

Comme dans les autres projets traitant de questions culturellement sensibles, les décideurs locaux ont reçu des informations solides, étayées par des preuves, illustrant la situation de la population de leur royaume. Dans le Toro, par exemple, leur attention a été attirée sur la relation entre le niveau d'éducation des filles et la réduction du nombre de mariages précoces, ce qui a permis de forger un consensus sur les sujets à traiter en priorité.

CE QUI EST OPÉRANT



- La patience et la persévérance finissent toujours par payer. Il faut parfois beaucoup de discussions et d'efforts de sensibilisation avant de pouvoir innover dans des domaines figés par la culture.
- L'apport de preuves de la valeur potentielle du programme dès la phase préparatoire permet d'inclure des dirigeants culturels dans le projet.
- Comprendre la mentalité tant des alliés que des adversaires est un facteur essentiel. Il est important d'être prêt à engager un dialogue permanent et constructif avec ses détracteurs.
- La sensibilité dans le choix du langage et des sujets à débattre, en particulier au début de la formulation du projet, contribue à ce que l'initiative conjointe prenne un bon départ. Le concept de planification familiale, par exemple, peut avoir des connotations négatives. Mieux vaut donc inscrire un tel sujet dans le cadre plus large, et plus positif, de la santé en matière de reproduction et de l'amélioration de la santé des familles.
- Identifier dans une institution partenaire un "agent du changement" efficace susceptible de servir de guide dans la gestion de sujets sensibles peut faciliter la mise en œuvre du projet.

L'un des grands succès du projet a été la publication, dans le royaume de Toro, d'un nouvel arrêté fixant l'âge du mariage à 18 ans. Trois autres royaumes lui ont rapidement emboîté le pas. Le Toro a également donné l'exemple par l'adoption de "l'Ordonnance des fillettes 2000" qui promeut l'éducation des filles et déconseille le mariage précoce. Les jeunes eux-mêmes commencent à s'organiser et à utiliser les fonds recueillis dans le cadre d'une initiative communautaire de lutte contre le VIH/sida. De manière générale, la honte liée au VIH/sida s'atténue et les demandes de traitement des infections sexuellement transmissibles se font de plus en plus fréquentes. À noter également le respect qu'accordent aujourd'hui les membres des communautés aux droits juridiques des femmes.

● S'ALIGNER SUR LA COMMUNAUTÉ MUSULMANE

Pourquoi la communauté musulmane n'a-t-elle pas pleinement profité des services et activités lancés par le secrétariat ougandais pour les affaires de population en 1995 ? C'est ce que le Conseil suprême musulman ougandais a cherché à savoir en s'adressant au grand mufti de l'Ouganda (premier religieux islamique du pays) dans une démarche soutenue par l'UNFPA.

Le Conseil suprême, en accord avec l'UNFPA, a mis sur pied une série d'ateliers destinés aux responsables musulmans, afin de déterminer pourquoi les services de santé en matière de reproduction étaient aussi peu utilisés. Il s'est avéré que l'une des principales raisons était la faible priorité accordée à la santé en matière de reproduction par les responsables religieux dans leurs programmes; une deuxième raison était leur incapacité à concilier les interventions spécifiques à

la population et à la santé en matière de reproduction avec leur interprétation des préceptes de l'Islam.

Le projet lancé pour aborder ces sujets reposait sur trois piliers : le plaidoyer, pour persuader les responsables religieux d'accorder plus d'importance à la santé en matière de reproduction; la communication en faveur d'un changement de comportement, pour informer la communauté musulmane des possibilités offertes dans le domaine de la santé et des droits en matière de reproduction et l'encourager à recourir aux systèmes existants; et le renforcement des services, afin d'améliorer la qualité des soins dispensés par les unités sanitaires musulmanes et de favoriser l'accès aux services de santé de la reproduction.

L'UNFPA ayant reconnu dès le départ qu'il s'agissait de sujets sensibles, il a délibérément opté pour une approche progressive. Cette démarche a permis d'instaurer un climat de confiance et de respect mutuel entre les partenaires. Une fois que le Conseil suprême eut bien compris l'intérêt d'intégrer la santé de la reproduction dans le cadre plus large des services sanitaires, il a transmis le message à l'ensemble de la communauté. Des ateliers particuliers ont été proposés aux hommes, qui ont ensuite été invités à envoyer leurs épouses à des rencontres similaires. Le taux de participation des femmes à ces réunions a été extrêmement élevé.

Sous la conduite du grand mufti, des érudits religieux ont assisté à une série de réunions rassemblant des chefs religieux de différents niveaux pour étudier les messages spécifiques en rapport avec la santé en matière de reproduction et pour les comparer aux

CE QUI EST OPÉRANT



- Une bonne connaissance des valeurs et des besoins communautaires constitue la base de toute stratégie efficace.
- Convaincre une communauté exige souvent de s'assurer de l'engagement des hauts responsables.
- Identifier certains responsables religieux en tant qu'agents du changement et les intégrer au projet dès le départ peut faciliter la mise en œuvre du projet.
- L'apport de preuves fondées sur les expériences réalisées sur le terrain est souvent le moyen le plus efficace d'aborder des sujets controversés.
- S'appuyer sur des références religieuses peut rassurer la communauté et les responsables religieux en confirmant que les objectifs du projet coïncident avec les enseignements religieux.
- Une bonne utilisation des compétences consiste à demander aux dirigeants religieux de faire ce qu'ils savent faire (en l'occurrence, mobiliser la communauté) et à laisser les professionnels de la santé gérer les aspects techniques des activités en matière de santé.
- Dans de nombreuses sociétés, atteindre les femmes implique un effort spécifique. Dans le cas présent, il a d'abord fallu convaincre les hommes de l'intérêt du concept de la santé de la reproduction.
- Le renforcement des capacités, c'est-à-dire aussi la formation des fournisseurs des services de santé et des pairs éducateurs, peut contribuer à la durabilité du projet.

textes du Coran. Ceci a permis de s'assurer de la conformité des messages émis dans le cadre de ce projet avec l'enseignement islamique.

En conséquence de cette initiative, la santé et les droits en matière de reproduction font aujourd'hui partie du programme du Conseil suprême musulman, et des ressources ont été affectées à des activités destinées à soutenir cette nouvelle priorité.

Bien que la sexualité et la santé de la reproduction demeurent des sujets délicats, ce ne sont plus des sujets tabous, bannis des débats publics. Ceci s'explique en partie par le ferme soutien du grand mufti, qui a non seulement participé aux ateliers mais aussi encouragé d'autres responsables religieux à faire de même. En fait, c'est grâce à l'engagement des principaux dirigeants religieux que la population locale a peu à peu accepté les objectifs du projet. Le résultat le plus tangible de ces efforts est la mise à disposition des services de santé aux plus nécessiteux, qui s'est traduite par une amélioration notable de l'état de santé de la communauté.

● UTILISER L'INFLUENCE DE L'ÉGLISE

Les problèmes des jeunes en Ouganda sont légion : parmi eux figurent les infections sexuellement transmissibles, les grossesses des adolescentes, l'abandon scolaire et le mariage précoce. Pourtant, ces problèmes ne font guère l'objet d'efforts de sensibilisation et il n'existe que peu de soutien aux programmes de santé de la reproduction destinés aux jeunes. C'est de la volonté de modifier cette situation qu'est né un projet quinquennal lancé par l'UNFPA et le diocèse de Kinkizi de l'Église ougandaise.

La conception du projet a duré quatre mois et a nécessité des efforts considérables pour que tous les responsables du diocèse parviennent à un consensus. Mais grâce à cette démarche, le projet repose aujourd'hui sur des valeurs dans lesquelles la communauté se reconnaît : le respect des enseignements

religieux, le bénévolat et une large participation des membres de l'Église.

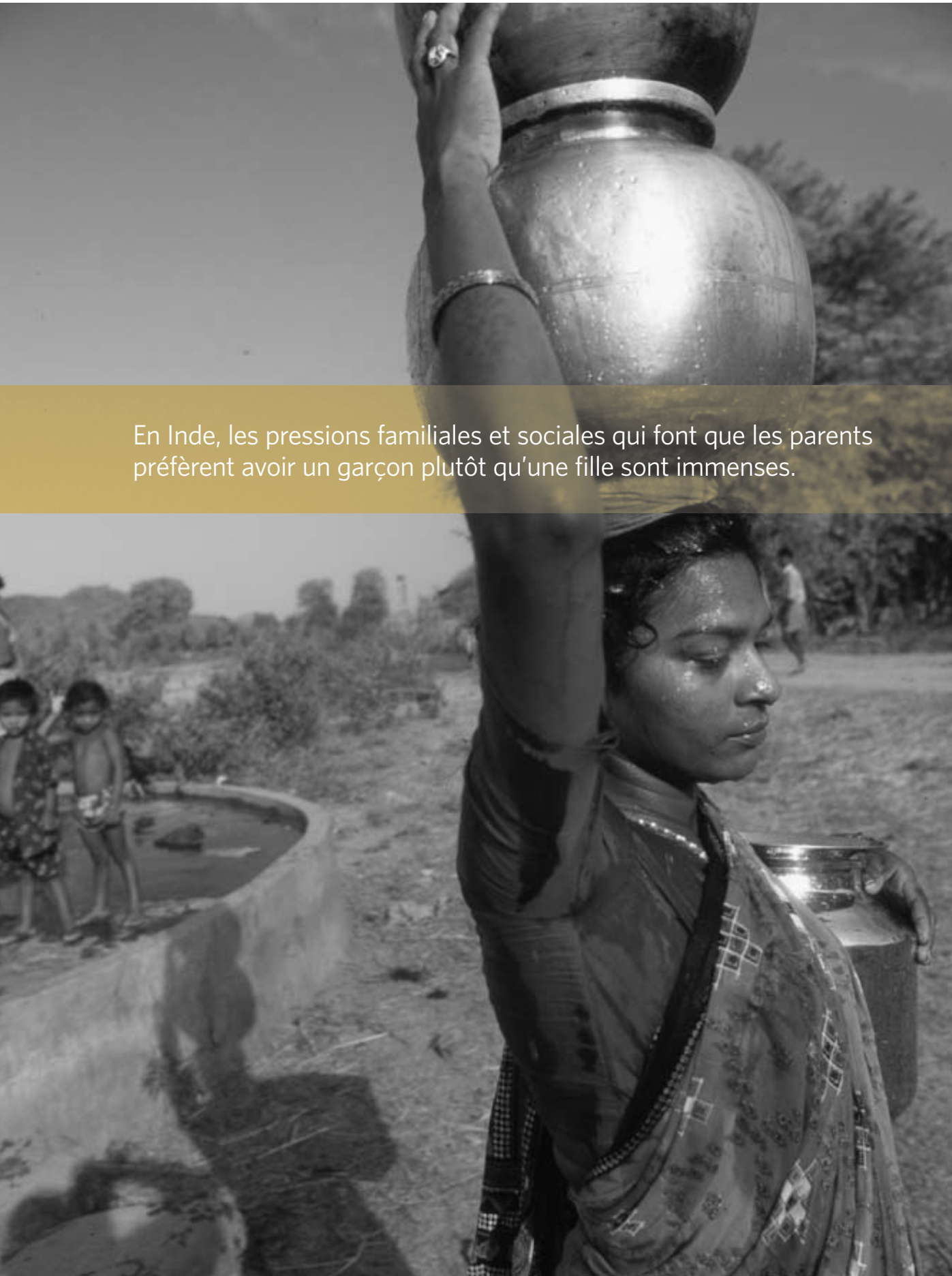
Les activités du projet consistaient principalement en la diffusion de messages de plaidoyer par l'entremise des structures administratives et des services du diocèse de Kinkizi : classes de catéchisme, groupes de jeunesse, scouts, groupements de femmes et d'hommes, écoles et unités de santé. Parmi les moyens utilisés pour transmettre l'information, les outils les plus efficaces ont été les productions musicales et théâtrales, auxquelles le diocèse a souvent recouru pour diffuser les messages relatifs à la sexualité et à la santé en matière de reproduction, y compris le VIH/sida, dans toutes les catégories socio-économiques et classes d'âges. Ces productions ont ainsi été enregistrées et retransmises à la radio, ce qui a permis d'élargir le public cible et d'attirer d'autres groupes artistiques dans ce processus.

L'un des facteurs clés de la réussite du projet a été la crédibilité dont jouissait l'Église au sein de la communauté. Pour reprendre les termes d'un évêque, également responsable du projet : "En tant qu'Église, nous n'avons pas à expliquer pourquoi nous appelons les gens à participer à une activité. Ils viennent naturellement."

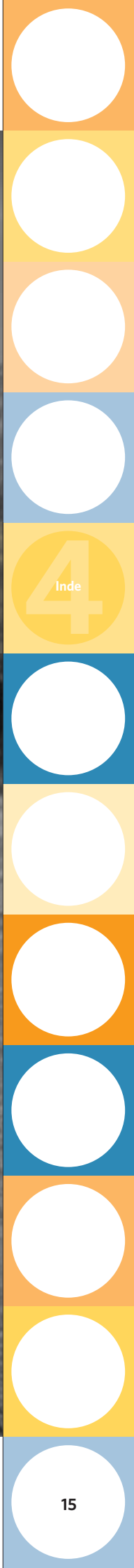
Ce projet s'est traduit par une prise de conscience accrue, tant au sein du réseau ecclésial que de la communauté dans son ensemble, à l'égard de la sexualité et de la santé en matière de reproduction. Les membres de l'Église ougandaise ont intégré au projet l'application d'un nouvel arrêté publié par l'Église exigeant que les couples soient âgés d'au moins 18 ans avant de pouvoir se marier à l'église. Les filles restent scolarisées plus longtemps et celles qui interrompent leur scolarité ont à présent la possibilité de poursuivre leurs études. En outre, les jeunes exigent d'eux-mêmes des tests volontaires et confidentiels de dépistage du VIH.

CE QUI EST OPÉRANT

- **L'emploi de réseaux et de structures pré-établis pour faire passer des messages de plaidoyer au sein de la communauté peut élargir à moindres frais la portée d'un projet.**
- **S'adresser à la population en utilisant la culture populaire, y compris la musique et le théâtre, peut avoir un impact particulier sur les jeunes. Il est important d'intégrer les jeunes au processus de création.**
- **L'appui des gardiens de la culture peut aider à surmonter certains obstacles. Dans le cas présent, l'engagement soutenu des hauts responsables religieux a engendré des changements notables dans l'attitude des communautés, en particulier pour ce qui concerne le droit des filles à poursuivre leur scolarité et à refuser le mariage précoce.**
- **Convaincre les partenaires religieux d'apporter une contribution financière au projet, même s'il s'agit d'un montant symbolique, peut renforcer leur identification au programme et augmenter les chances de durabilité du projet.**



En Inde, les pressions familiales et sociales qui font que les parents préfèrent avoir un garçon plutôt qu'une fille sont immenses.



Inde • Rétablir l'équilibre entre les sexes

Bien que l'Inde ait adopté des lois interdisant l'avortement fondé sur le sexe du bébé à naître, il est aujourd'hui impératif de mener une campagne plus large pour informer la population des conséquences de cette pratique et d'autres coutumes néfastes qui sont à la fois intimement liées à la préférence culturelle pour les garçons et influencées par des facteurs sociaux et économiques.

Le rapport hommes-femmes est un excellent indicateur de la santé sociale de toute société. De manière générale, dans les sociétés socialement et économiquement avancées, le pourcentage est plutôt favorable aux femmes. En Inde et dans d'autres pays d'Asie du Sud et du Sud-Est, toutefois, le rapport s'est inversé. En 1901, par exemple, on comptait en Inde 972 femmes pour 1 000 hommes. En 2001, il n'y avait plus que 933 femmes pour 1 000 hommes, indication évidente que les avortements fondés sur le sexe du bébé à naître et d'autres interventions néfastes se pratiquent dans le pays.

En Inde, les pressions familiales et sociales qui font que les parents préfèrent avoir un garçon plutôt qu'une fille sont immenses. Dans la plupart des régions, les garçons sont désirés pour des raisons de filiation, d'héritage, de mariage, d'identité, de statut, de sécurité économique et de lignée. Cette préférence pour les garçons se retrouve dans toutes les castes et classes sociales et engendre une discrimination à l'encontre des filles avant même leur naissance.

Bien que certaines régions de l'Inde soient connues pour leurs infanticides des filles, la régression du rapport de masculinité est aujourd'hui aussi attribuée à l'utilisation de nouvelles technologies permettant de déterminer le sexe du bébé. Il n'existe pas de statistiques officielles, ni au niveau des États, ni au niveau de l'Union indienne, sur le nombre d'avortements pratiqués en raison du sexe de l'enfant, mais une étude de l'UNFPA a établi qu'entre 1996 et 1998, dans les États septentrionaux du Haryana et du Punjab, ils représentaient respectivement 81 % et 26 % de tous les avortements.

Suite à une campagne menée par des activistes de la santé et des droits humains, l'État du Maharashtra a été le premier, en 1986, à introduire des mesures juridiques interdisant le recours au diagnostic prénatal en vue de déterminer le sexe de l'enfant. Des efforts similaires entrepris au niveau national ont abouti, en 1994, à l'adoption de la loi sur les techniques de diagnostic prénatal, visant à réglementer et à prévenir les abus. Bien que cette loi soit entrée en vigueur en 1996, son application s'est avérée difficile.

Un changement s'est opéré en 2000, lorsque certains activistes de la santé ont déposé auprès de la Cour suprême un recours collectif pour non-respect de la loi. Au cours de l'examen des questions juridiques, la campagne de plaidoyer s'est intensifiée. Parmi les défenseurs de la loi se trouvaient des organismes des Nations Unies, notamment l'UNFPA, l'UNICEF et l'OMS, travaillant en coopération avec des ONG internationales et le ministère indien de la santé et de la famille. Ensemble, et avec l'appui de partenaires nationaux, les organismes des Nations Unies ont mobilisé les ressources nécessaires pour attirer l'intérêt des médias, créer des réseaux, susciter une prise de conscience au sein du système sanitaire, former des partenaires, mener des recherches, soutenir des groupes de la société civile et élaborer des manuels d'alphabétisation et du matériel didactique. Leurs efforts ont été appuyés par les rapports préliminaires du recensement de 2001 qui mettaient en lumière le différentiel croissant entre les sexes. Ces démarches, ainsi que les résultats de l'étude réalisée précédemment par l'UNFPA, ont contribué à amener les décideurs, les médias, les responsables religieux et les groupements féminins à se préoccuper de la question.

Bon nombre d'entre eux se sont unis pour faire adopter rapidement des amendements à la nouvelle loi aux fins de renforcer le pouvoir du texte législatif. Ces amendements ont été adoptés en 2002 et la nouvelle loi interdit désormais de déterminer et de révéler le sexe de l'enfant à naître; toutes les publicités liées à la détermination du sexe de l'enfant avant la conception ou la naissance sont également interdites et les contrevenants sont passibles de sanctions.

En collaboration avec ses partenaires nationaux, l'UNFPA a activement participé à la promotion de cette loi en formant les parlementaires sur les questions liées à la population et autres et en parrainant de nombreuses campagnes de sensibilisation menées par les médias. Il a également soutenu des ateliers régionaux visant à sensibiliser les fonctionnaires médicaux chargés de faire appliquer la loi aux niveaux national et local. L'un des rôles les plus importants de l'UNFPA a consisté à participer à une large coalition formée en 2001 pour lutter contre l'avortement lié au sexe. Le Fonds a en outre pris la direction d'un groupe de neuf partenaires qui a conçu une stratégie de plaidoyer nationale sur la question. Cette stratégie, qui vise à aborder les questions structurelles qui sous-tendent la discrimination liée au sexe, a été acceptée par le gouvernement indien et devrait être adoptée et mise en œuvre par les gouvernements des différents États.

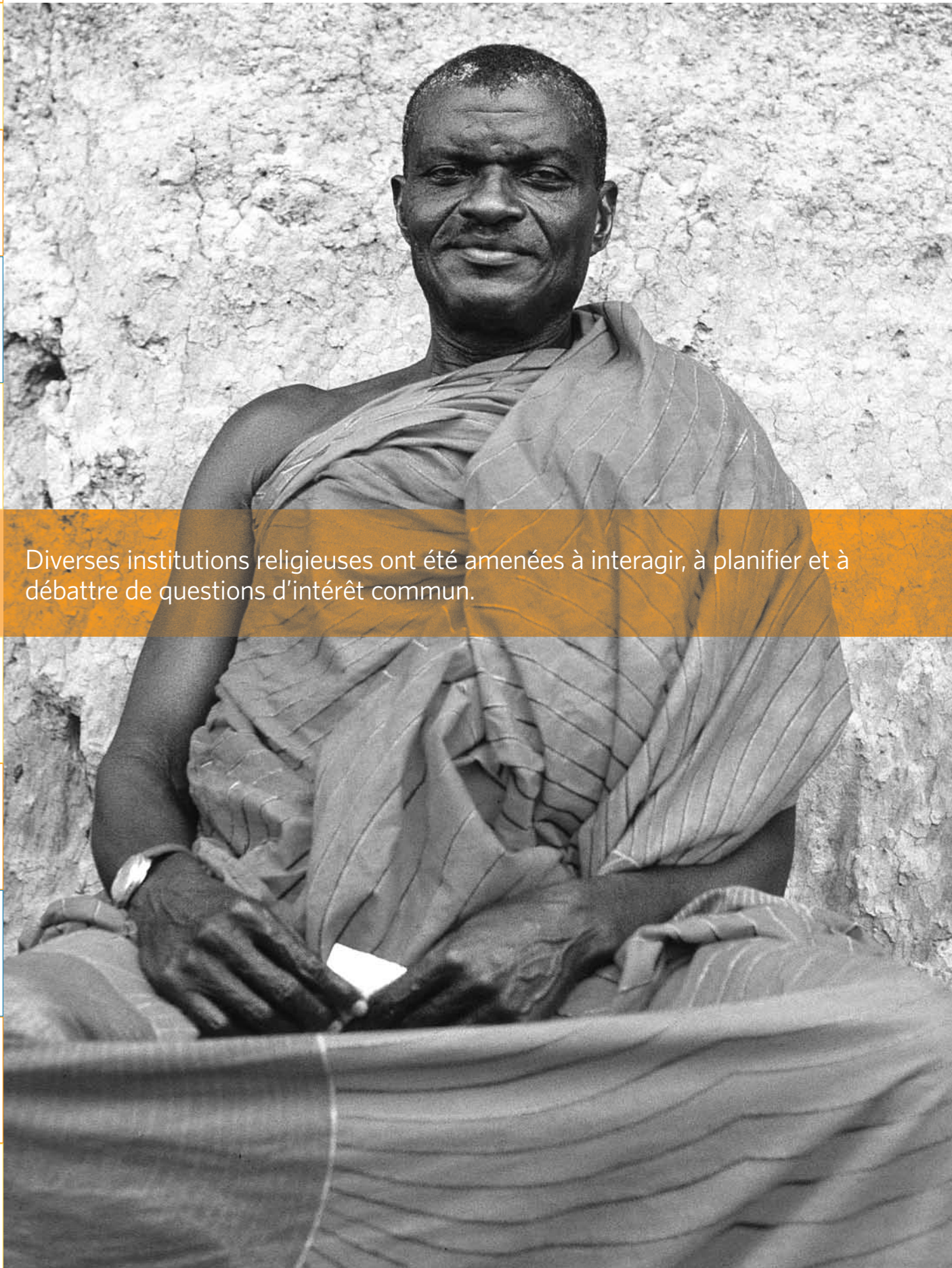
Bien qu'il soit largement reconnu que l'éradication de cette pratique nécessitera des efforts concertés de longue haleine, il a été possible ici de faire un premier pas positif.

CE QUI EST OPÉRANT



- **Les démarches juridiques à elles seules ne suffisent pas à éliminer des pratiques traditionnelles néfastes. Pour être efficace, la législation doit s'inscrire dans le cadre d'une large campagne qui intègre les décideurs et les gardiens de la culture. Dans le cas de l'avortement sélectif en fonction du sexe, la campagne devrait également aborder les questions d'ordre structurel qui sous-tendent la discrimination fondée sur le sexe, et en particulier la préférence généralisée pour les garçons.**
- **La diffusion efficace des résultats des recherches permet d'attirer l'attention de la nation entière sur des sujets controversés. En Inde, la recherche a permis de mieux faire comprendre les enjeux de l'avortement lié au sexe en éclairant non seulement ses aspects culturels, mais aussi ses dimensions sociales et économiques.**
- **Le meilleur moyen de lutter contre les pratiques néfastes au niveau national est de créer une large coalition d'acteurs, dont chacun est capable de faire bénéficier les autres de son savoir-faire pour générer une prise de conscience et pour contribuer aux progrès.**

4
Inde



5
Ghana

Diverses institutions religieuses ont été amenées à interagir, à planifier et à débattre de questions d'intérêt commun.

Ghana • Agir conjointement avec le ministère de la jeunesse

Bien qu'elles respectent parfois des traditions différentes et célèbrent leurs cultes de manières fort différentes, les organisations religieuses peuvent être d'accord sur bien des points, notamment sur l'importance de la vie familiale et de la santé maternelle. Un réseau composé d'organisations confessionnelles diverses, constitué il y a dix ans avec le soutien de l'UNFPA, a fait équipe avec celui-ci pour apporter aux communautés locales une éducation et des services dans le domaine de la santé de la reproduction et pour répondre aux besoins des jeunes.

Au Ghana, les institutions et communautés religieuses exercent une grande influence sur leurs fidèles. En associant ces institutions, on obtient un réseau vaste et bien structuré, doté d'églises, de mosquées et de missions réparties dans toutes les régions du pays, sans compter les écoles, hôpitaux et centres communautaires qui y sont affiliés. La plupart des Ghanéens se considèrent comme croyants : un récent sondage mené par l'Association de planification familiale du Ghana a révélé que 78 % des Ghanéens participaient au moins une fois par semaine à une activité religieuse.

En 1994, le Ghana a lancé un programme visant à aider les institutions religieuses à traiter du sujet délicat de la santé en matière de reproduction et en particulier des méthodes modernes de planification familiale. Le programme a été financé par l'UNFPA et mis en œuvre par l'Association ghanéenne de planification familiale. Même si, à l'époque, la planification familiale ne se heurtait pas à une opposition religieuse organisée, un certain nombre d'idées fausses engendraient des poches de résistance dans le pays. De plus, rares étaient les dirigeants religieux qui comprenaient bien les liens existants entre la population, la santé et le développement.

Dans un premier temps, quatre des principales institutions religieuses du pays ont été sollicitées pour faire partir du réseau. Au fil du temps, d'autres organisations confessionnelles, dont l'Association de secours musulmane et la Chorale de musique inspirationale des jeunes, ont demandé à se joindre au mouvement. Les objectifs généraux du projet étaient

d'améliorer la santé de la reproduction chez les adolescents par le biais d'interventions ciblées, de faire passer le taux de prévalence de contraception à 50 % et de ramener le taux de croissance démographique à 1,5 % d'ici 2020 (ce taux étant estimé à 2,2 % pour la période 2000-2005).

Le programme, qui se poursuit actuellement, aide les organisations confessionnelles participantes à intervenir dans trois communautés avoisinantes, quelle que soit leur orientation religieuse. Au départ, l'accent était mis sur le plaidoyer et le renforcement des capacités des communautés. Par la suite, des centres d'accueil et des pairs éducateurs spécialement formés ont commencé à fournir des informations et à proposer des services, du matériel d'animation, de recherche et de communication ainsi que des formations axées sur l'acquisition de moyens d'existence.

Différentes stratégies sont appliquées, mais ce sont les institutions religieuses elles-mêmes qui choisissent la méthode qu'elles souhaitent mettre en œuvre dans chaque communauté. Si leur doctrine le leur permet, certaines organisations fournissent des préservatifs, dispensent des conseils et orientent les clients vers les centres de soins. D'autres participent à des activités génératrices de revenus.

En cas de problème spécifiquement lié à une différence de tradition religieuse, le coordinateur du projet ou le centre d'accueil consulte une autre organisation du réseau ou oriente les parties concernées vers celle-ci. Chaque organisation sert de guide et de soutien aux autres sur des points

culturellement sensibles allant de la vie familiale à la prévention du VIH/sida en passant par les grossesses des adolescentes. C'est ainsi que différentes institutions religieuses ont été amenées à interagir, à planifier et à débattre de questions d'intérêt commun.

Le groupe initial de quatre organisations s'est transformé en un réseau trois fois plus grand. Près de 4 000 responsables et membres d'institutions religieuses représentant pratiquement toutes les régions du pays ont été sensibilisés aux questions relatives à la santé en matière de reproduction et notamment aux coutumes néfastes telles que le mariage précoce et la coupure génitale féminine. L'examen de ces questions sera d'ailleurs bientôt intégré au cursus de formation des nouveaux dirigeants, tant au sein des communautés chrétiennes que musulmanes.

L'un des principaux indicateurs de réussite de ce programme est le fait que plusieurs organisations religieuses ont acquis les capacités nécessaires en budgétisation et en gestion des projets et ont obtenu des fonds auprès de diverses sources pour financer leur travaux dans ce domaine et les activités qui y sont liées.

CE QUI EST OPÉRANT



- **L'apport d'informations précises et de données pertinentes avant de concevoir le travail de sensibilisation aux niveaux de base est important pour dissiper les craintes ou les malentendus et pour obtenir le soutien plein et entier des communautés.**
- **Dialoguer, sensibiliser et collaborer avec les organisations confessionnelles à la planification du projet doivent constituer des tâches à long terme et se poursuivre au-delà du cycle de programmation. Ceci permet au partenariat de mûrir et à la confiance de s'instaurer et, partant, multiplie les chances de réussite du projet.**
- **L'intégration de certaines activités du projet au programme établi d'une organisation partenaire aide à garantir la durabilité.**
- **Présenter des données solides est l'un des meilleurs instruments de plaidoyer pour clarifier les malentendus et obtenir l'appui des communautés.**
- **Le renforcement des capacités de gestion des projets des organisations partenaires aide celles-ci à attirer des financements de diverses sources et, à terme, à s'autofinancer.**



Il est aussi important d'induire des changements de mentalité par rapport à la santé et aux droits en matière de reproduction et à la planification familiale que de fournir des services dans ces domaines.



Yémen • Ouvrir les esprits à la santé en matière de reproduction

Une collaboration permanente avec l'influent ministère des biens religieux et des affaires islamiques contribue, dans cette société musulmane complexe, à élargir les perspectives sur la santé en matière de reproduction et sur le statut des femmes.

La moitié des enfants yéménites sont sous-alimentés et le taux de mortalité maternelle, 488 décès pour 100 000 naissances vivantes, est l'un des plus élevés au monde. Malheureusement, les efforts déployés pour améliorer les conditions de santé du peuple yéménite sont entravés par des facteurs d'ordre économique et par la croissance démographique galopante. Avec une moyenne de sept enfants par femme, le Yémen a le plus haut taux de fécondité d'Asie occidentale. Selon la Banque mondiale, la plupart des Yéménites n'ont pas accès à des établissements de santé. Mais il est tout aussi important d'induire des changements de mentalité par rapport aux questions, souvent mal comprises, de la santé et des droits en matière de reproduction et de la planification familiale que de fournir des services dans ces domaines.

L'UNFPA est actif sur les deux fronts, soutenant le programme national pour la population d'une part et coopérant étroitement avec le ministère des biens religieux et des affaires islamiques d'autre part.

En 1992, le Yémen a fait un grand pas en avant en établissant un Conseil national de la population, qui a formulé une stratégie et un plan d'action démographiques. L'engagement du Conseil auprès du clergé musulman et d'autres dirigeants religieux a conféré au programme démographique une grande légitimité, lui permettant ainsi d'acquérir le soutien des échelons les plus élevés du gouvernement.

Pendant des années, l'aide de l'UNFPA s'est concentrée sur le renforcement des capacités des institutions nationales. Ce travail, qui a débouché sur un étroit partenariat avec le ministère des biens religieux et des affaires islamiques, consistait notamment à doter le personnel du ministère et les responsables religieux des compétences nécessaires à la mise en œuvre du plan d'action, objectif atteint grâce au matériel de plaidoyer, à la formation des dirigeants religieux et des fournisseurs de services de santé et à des émissions télévisées et radiophoniques produites à cette fin. Le Fonds a également apporté son concours pour permettre aux fonctionnaires du ministère et à des parlementaires,

CE QUI EST OPÉRANT

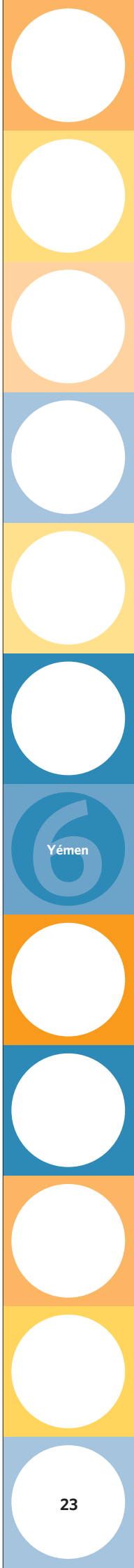
- **Inscrire le dialogue avec les responsables religieux influents dans une relation permanente vaut mieux que de le faire reposer sur des activités ponctuelles menées en prélude aux programmes. Cette démarche incite davantage à un engagement et garantit une compréhension commune des questions abordées et notamment de la santé en matière de reproduction, de la planification familiale, de la santé de la reproduction chez les adolescents et du VIH/sida.**
- **La fourniture d'appuis dans la société civile et le monde de l'enseignement à des personnes qui connaissent bien les positions islamiques en matière de population, de pauvreté et de santé de la reproduction peut constituer un moyen efficace d'atteindre les décideurs.**
- **Identifier les structures de pouvoir qui perpétuent le statu quo et celles qui favorisent le changement peut apporter un avantage stratégique. On peut encourager le changement par le biais de la recherche socio-culturelle, analyse du genre incluse.**
- **Dans certaines sociétés, les changements de comportement peuvent s'avérer lents. Des transformations par petites étapes sont toutefois possibles et elles peuvent être plus durables à long terme.**

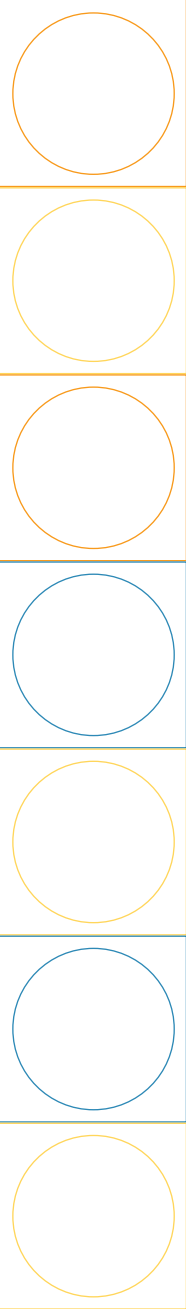
dont certains étaient des chefs tribaux et des responsables religieux, de participer à des voyages d'étude en Égypte et en République islamique d'Iran, afin de leur faire découvrir par eux-mêmes les succès obtenus dans le domaine de la planification familiale suite aux efforts entrepris par d'autres pays islamiques et de promouvoir les échanges entre les responsables et les érudits musulmans.

Le ministère des biens religieux et des affaires islamiques, avec le soutien technique de l'UNFPA, contribue actuellement à sensibiliser l'opinion publique à la question de la santé en matière de reproduction, planification familiale incluse, et aux effets néfastes de certaines pratiques traditionnelles telles que le mariage précoce forcé et la coupure génitale féminine. Le ministère use de son influence pour agir dans ce domaine et a officiellement recommandé pour la première fois que le mariage soit repoussé jusqu'à l'âge de 20 ans.

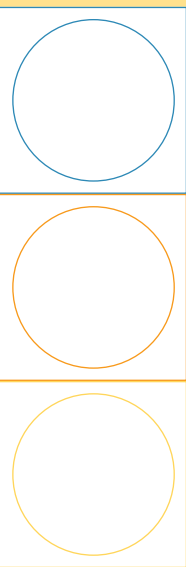
Un ouvrage de référence sur la santé en matière de reproduction, publié conjointement par le ministère de la santé et le ministère des biens religieux et des affaires islamiques, guide les muftis, imams et autres responsables religieux dans la gestion de questions sensibles intéressant leurs fidèles. Cet ouvrage montre les liens qui existent entre la planification familiale et la santé de la reproduction, d'une part, et le Coran, d'autre part, et met en exergue les enseignements du Prophète sur l'égalité des hommes et des femmes.

D'autres efforts récents incluent le travail de prévention contre le VIH/sida. Le Cabinet yéménite a adopté un Cadre stratégique national pour la lutte et la prévention du VIH/sida. Cette stratégie a été élaborée avec la participation du ministère des biens religieux et des affaires islamiques, qui s'adresse aujourd'hui aux parlementaires, imams et autres responsables religieux afin d'obtenir leur appui. Elle souligne la vulnérabilité des femmes et des jeunes à l'égard de l'infection par le VIH et encourage une utilisation systématique des préservatifs masculins et féminins dans le contexte des lois et des enseignements islamiques.





La recherche a suscité un grand intérêt parmi les membres de Pastoral et nombre d'entre eux ont souhaité étendre leurs efforts au domaine de la santé et des droits en matière de reproduction.



Brésil • Jeter des ponts vers les organisations confessionnelles

L'UNFPA a adopté avec l'Église catholique au Brésil une stratégie de "collaboration sélective" consistant à identifier les domaines dans lesquels leurs objectifs coïncident et à travailler dans ces secteurs, tout en respectant les limites inhérentes au mandat de chacun des partenaires.

Le Brésil est le plus grand pays catholique au monde. Près des trois quarts de ses 179 millions d'habitants partagent cette foi. Malgré la position de l'Église à l'égard de la planification familiale, le taux d'utilisation des contraceptifs est élevé dans ce pays, tout comme le sont le nombre des grossesses parmi les adolescentes et le nombre des avortements. Une étude réalisée par le bureau de l'UNFPA au Brésil a révélé qu'entre 1993 et 1998 les accouchements par des filles âgées de 10 à 14 ans dans des hôpitaux et cliniques de l'État avaient augmenté de près d'un tiers. Selon la Fédération internationale de planification familiale, 12 % des décès maternels survenant dans le pays résultent d'avortements pratiqués dans des conditions peu sûres, lesquels, selon les estimations, sont également cause de 20 % des décès chez les jeunes Brésiliennes.

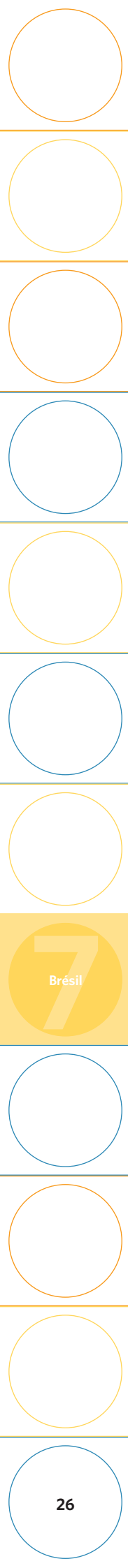
C'est dans ce contexte qu'est née, au début des années 1990, la collaboration entre Pastoral da Criança, une ONG catholique ayant pour mission d'accroître la survie des enfants en promouvant la santé maternelle et infantile, et l'UNFPA. Le réseau de Pastoral, qui compte plus de 150 000 bénévoles (pour la plupart des mamans), a atteint plus d'un million de familles dans tout le pays et les a informées sur les soins à donner aux enfants en bas âge. Les bénévoles dispensent également des conseils sur la manière d'espacer les grossesses au moyen de méthodes naturelles acceptées par l'Église catholique. Pour l'UNFPA comme pour Pastoral, le simple fait de vouloir espacer les grossesses constituait une base de collaboration suffisante.

Au départ, en coopération avec l'UNICEF, l'UNFPA a apporté les fonds nécessaires à la création d'un programme radiophonique parrainé par Pastoral da Criança. Cette organisation chrétienne avait consenti

à ce que les émissions comprennent des débats sur la santé de la reproduction et sur la planification familiale ainsi que sur la santé maternelle et infantile. Pendant les 18 mois suivants, des programmes radiophoniques et du matériel audiovisuel et imprimé traitant de différents aspects de la planification familiale ont ainsi été produits. Malgré l'accent mis sur l'espacement des naissances au moyen de méthodes naturelles, certaines méthodes de contraception modernes ont aussi été présentées. Pastoral da Criança a distribué toutes ces informations à ses bénévoles, qui, à leur tour, les ont transmises à leurs clients lors de leurs visites à domicile.

Une évaluation du projet a révélé la nécessité d'intensifier les interventions relatives à la planification familiale, constat confirmé par une évaluation ultérieure faisant état de besoins encore plus grands. Il s'agissait notamment d'aborder les questions liées à la prévention des avortements, aux infections sexuellement transmissibles, aux familles monoparentales, aux grossesses des adolescentes, à l'abandon d'enfants et à la violence sexiste. Cette recherche a suscité un grand intérêt parmi les membres de Pastoral et bon nombre d'entre eux ont souhaité étendre leurs efforts au domaine de la santé de la reproduction. Dans le même temps, Pastoral da Criança s'est rendue compte que les jeunes n'écoutaient pas ses émissions sur la sexualité et qu'elle devait donc, de toute évidence, modifier son approche pour communiquer avec ce public important.

Le moment semblait opportun pour renforcer la collaboration entre les deux organisations : l'UNFPA pouvait apporter de l'aide en élaborant des stratégies et des messages ciblés susceptibles d'interpeller la communauté, et en particulier les jeunes, et Pastoral da Criança disposait d'un réseau de bénévoles



et d'employés répartis dans tout le pays et capables de mener à bien le programme. Du point de vue de l'UNFPA, la coopération avec Pastoral conférait une certaine légitimité à ses efforts et facilitait son engagement dans les communautés de base; du point de vue de Pastoral da Criança, travailler avec l'UNFPA permettait à ses membres de découvrir de nouveaux concepts et d'élargir leurs perspectives sur la santé en matière de reproduction.

Au moment où il été prévu d'étendre le projet, en 1999, l'UNFPA a connu une crise financière majeure qui l'a contraint à revoir le budget de certaines activités. À la même époque, et à la suite d'une visite du Pape au Brésil, Pastoral a décidé de réexaminer son partenariat avec l'UNFPA. Alors même que les deux parties s'accordaient à dire que leur collaboration avait été fructueuse, Pastoral décida de trouver d'autres sources de financement, notamment auprès du ministère brésilien de la santé.

Bien que le partenariat ait pris fin, l'UNFPA a tiré des leçons importantes de cette expérience. Il a compris notamment que même les institutions religieuses les plus puissantes ne sont pas monolithiques. Il existe au sein de l'Église catholique des branches progressistes, telles que les *Comunidades eclesiais de base*, où le clergé a pris conscience de la dure réalité à laquelle sont confrontés les pauvres en milieu rural et s'est érigé en défenseur de leurs droits. Trouver des domaines dans lesquels l'Église catholique et l'UNFPA partagent des intérêts et des objectifs communs et construire un projet sur ces fondements-là est une manière de jeter des ponts entre les deux institutions.

7
Brésil

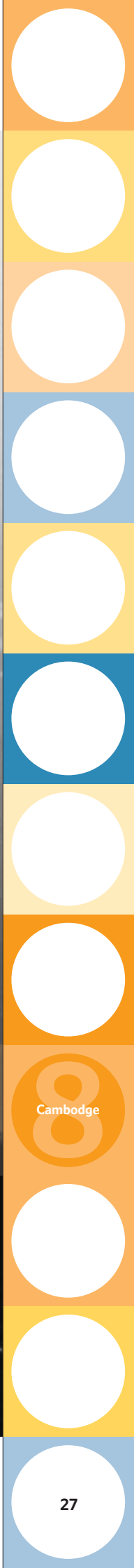
CE QUI EST OPÉRANT



- **Même au sein d'institutions apparemment monolithiques, il existe différents courants de pensée. Reconnaître cette réalité peut ouvrir des portes à une collaboration avec des partenaires non traditionnels.**
- **Il est possible d'adopter une stratégie de collaboration sélective lorsque les partenaires acceptent de respecter leurs mandats et leurs croyances respectifs, tout en faisant preuve de l'ouverture et de la volonté nécessaires pour collaborer dans le cadre fixé par chaque institution.**
- **Soutenir les organisations de base qui disposent de réseaux étendus et d'une vaste couverture, en particulier parmi les femmes, peut être une manière d'élargir le champ d'action de l'UNFPA.**



La renaissance du bouddhisme au Cambodge offre des occasions intéressantes de promouvoir la santé et les droits en matière de reproduction, y compris la prévention du VIH/sida.



Cambodge • Faire une place à la santé de la reproduction dans le *dharma*

La revitalisation du bouddhisme au Cambodge offre de multiples occasions d'appuyer la santé et les droits en matière de reproduction, y compris la prévention de l'infection par le VIH, dans des communautés paupérisées toujours en proie aux traumatismes de leur passé récent. La présente étude de cas, comme celle menée au Malawi, explore les domaines d'action potentiels dans lesquels l'UNFPA et ses partenaires pourraient intervenir en collaborant avec les dirigeants religieux et traditionnels.

Après des décennies de guerre, le Cambodge se trouve aujourd'hui engagé sur la voie de la guérison et d'un renouveau spirituel; cela se traduit notamment par une renaissance du bouddhisme, qui, pour une vaste majorité de la population, représente toujours un aspect important de la vie quotidienne.

Cette transformation sociale offre des occasions intéressantes de promouvoir la santé et les droits en matière de reproduction, y compris la prévention du VIH/sida, cette épidémie ayant déjà atteint des proportions alarmantes dans le pays. Les nonnes et les moines bouddhistes, qui font partie intégrante de la société cambodgienne, contribuent aux efforts entrepris pour lutter contre la maladie; leur rôle d'alliés pourrait d'ailleurs encore gagner en importance, en particulier pour atteindre les jeunes femmes, trop souvent victimes de violences sexuelles et de la traite des femmes.

La culture bouddhiste est bien vivante dans toutes les provinces du Cambodge. Traditionnellement, chaque village possédait un centre spirituel – un *wat* ou temple – abritant de cinq à 70 moines. Aujourd'hui, le pays compte plus de 4 000 *wats*, dont certains s'étendent sur plusieurs hectares, comprenant des temples, des quartiers d'habitation et des dizaines de *stupas*, ces monuments commémoratifs coniques où sont déposées les cendres de la crémation de générations entières. Près de 54 000 moines vivent dans ces *wats*, pratiquant les principes bouddhistes. Environ 80 % d'entre eux choisissent la vie monacale temporairement afin de bénéficier du logement, de la protection

et de la formation, à la fois bouddhiste et professionnelle, offerts par les *wats*.

Le système de formation et d'éducation bouddhiste soutenu par l'État, constitue en réalité un point d'accès important pour l'UNFPA et ses partenaires. L'intégration à un nouveau cursus de sujets tels que la démographie et le développement, l'équité et l'égalité entre les sexes, la santé et les droits en matière de reproduction et la prévention du VIH pourrait faire beaucoup pour transmettre les messages à l'ensemble de la population, aux 80 % de celle-ci qui vivent en milieu rural.

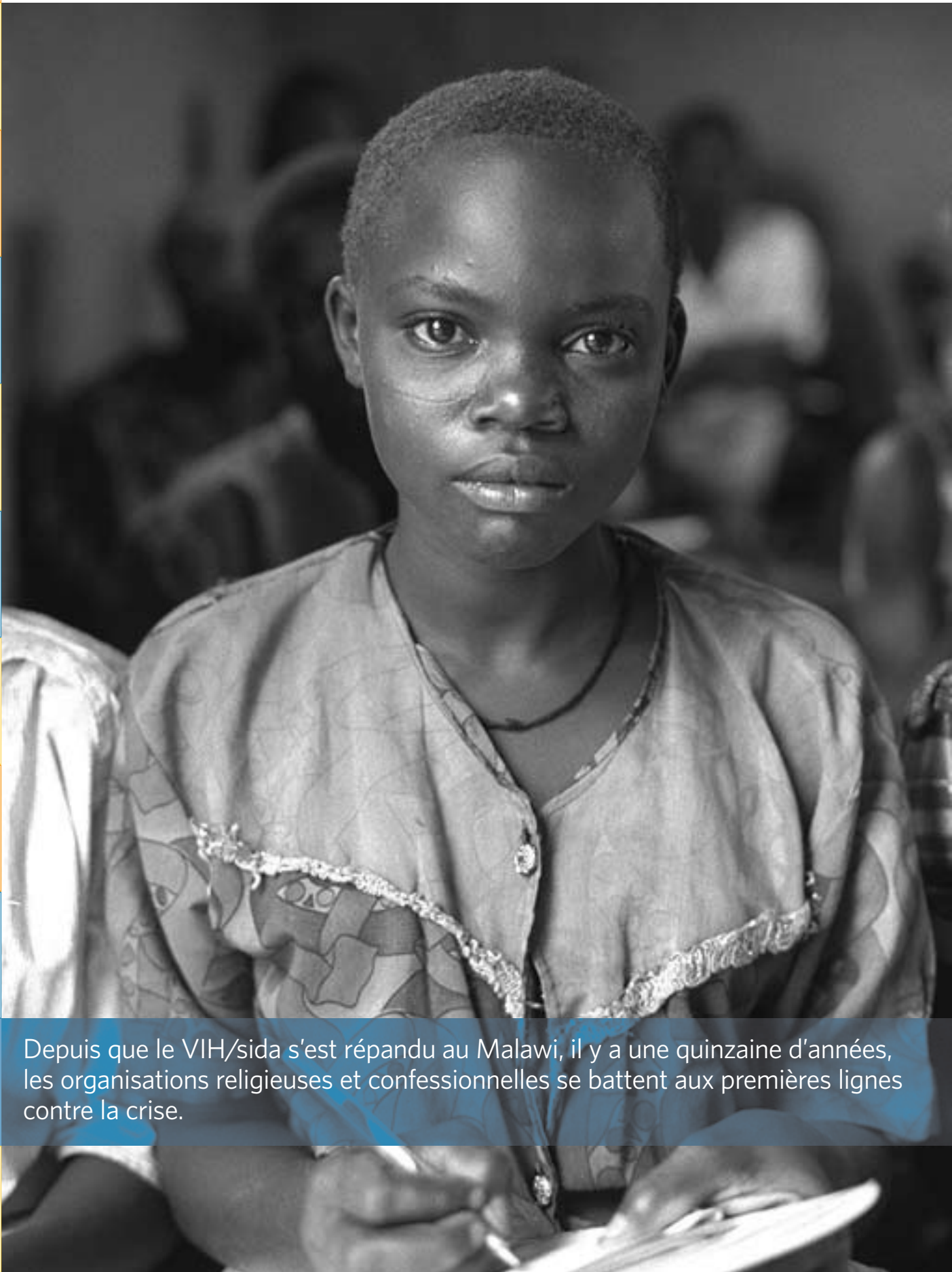
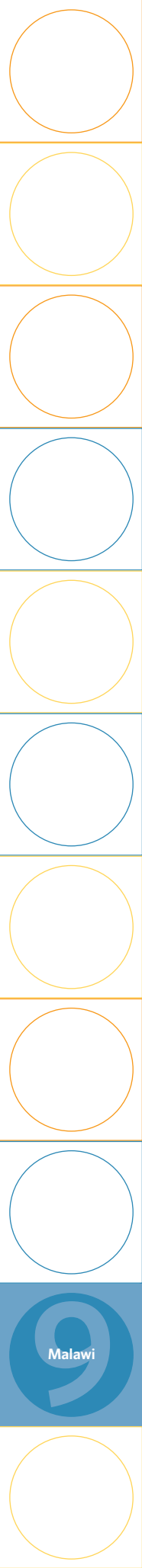
Au Cambodge, les moines et les nonnes sont réputés être des personnes de haute moralité et leur influence se fait sentir un peu partout. Ils ont aussi participé activement à la construction de centres médicaux et à la mise en place de services sociaux dans les communautés et, depuis le début des années 1990, les patriarches suprêmes de deux ordres monastiques bouddhistes soulignent dans leurs prédications l'importance de la prévention du VIH/sida, exhortant leurs fidèles à porter assistance aux communautés en lutte contre l'épidémie.

Un certain nombre d'efforts soutenus par les Nations Unies appuient la lutte communautaire contre le VIH/sida et donnent des exemples positifs à d'autres pays bouddhistes de la région. C'est ainsi, par exemple, qu'en collaboration avec l'Union européenne, l'UNFPA coordonne une initiative axée sur les adolescents du Cambodge et le VIH/sida, ainsi que sur d'autres questions en rapport avec la santé de la reproduction.

Au lendemain d'une guerre dévastatrice, le tissu social de la société cambodgienne s'est désagrégé, n'offrant plus qu'un soutien social minime aux adolescents déjà appauvris et vulnérables. Il n'existe par exemple aucun mouvement de jeunesse réel, hormis quelques organisations politiques. De plus, le manque de sensibilisation au VIH/sida laisse présager des conséquences terribles. Dans un récent sondage, 80 % des jeunes Cambodgiens interrogés se sont dit convaincus qu'ils ne pouvaient pas contracter le sida. Le taux de prévalence du VIH pour les hommes et les femmes âgés de 15 à 24 ans s'élève respectivement à 0,99 % et 2,5 %. Pourtant, rares sont les programmes actuels relatifs à la santé de la reproduction qui se concentrent sur les besoins spécifiques des adolescents. Le programme conjoint créé par la Commission européenne et l'UNFPA collabore avec deux ONG internationales et leurs homologues locales pour dispenser aux nonnes et aux moines une formation qui leur permet d'aborder de manière efficace le sujet du VIH/sida avec les jeunes, de mener des campagnes de prévention contre le VIH par le biais de l'instruction offerte à l'intérieur et à l'extérieur du monastère et de fournir des soins et un soutien aux personnes qui vivent avec le VIH ou le sida et aux orphelins du sida. L'initiative contribue aussi à atténuer l'opprobre lié au VIH/sida, en préconisant une réponse bouddhiste empathique.

CE QUI POURRAIT ÊTRE OPÉRANT ?

- **L'apport d'un soutien accru aux nonnes et aux moines bouddhistes pourrait renforcer les services qu'ils offrent de plus en plus dans leurs communautés, en particulier dans les domaines de l'instruction publique et du développement social.**
- **Intégrer la perspective du genre aux enseignements bouddhistes, tels que les cinq préceptes (qui enjoignent tous les bouddhistes cambodgiens d'être fidèles à leur conjoint, d'éviter les comportements sexuels inappropriés et de s'abstenir de mentir, de tricher, de consommer de la drogue ou de l'alcool, de parier et de voler) pourrait être une démarche efficace. En mettant en exergue les mérites de la non-violence, les nonnes et les moines pourraient aussi jouer un rôle dans la prévention de la violence sexiste.**
- **Faire participer les nonnes bouddhistes aux efforts déployés pour atteindre les adolescentes et les femmes dans les domaines liés à la santé de la reproduction, à la traite des femmes, au commerce du sexe et au VIH/sida pourrait s'avérer bénéfique. Le rôle des nonnes dans le sangha (ordre monastique) bouddhiste pourrait également s'en trouver renforcé.**



Depuis que le VIH/sida s'est répandu au Malawi, il y a une quinzaine d'années, les organisations religieuses et confessionnelles se battent aux premières lignes contre la crise.

Malawi

Malawi • Mobiliser les dirigeants religieux et traditionnels pour lutter contre le VIH/sida

Au Malawi, les organisations religieuses et les dirigeants traditionnels constituent un vaste réservoir de ressources, largement inexploité, qu'il est impératif de soutenir efficacement par le biais de programmes de sensibilisation et de renforcement des capacités si l'on veut combattre avec succès le VIH/sida à tous les niveaux de la société.

Selon l'Organisation mondiale de la santé, 60 % des Africains, aussi bien en milieu urbain que rural, ne s'adressent pas au secteur public pour y trouver des conseils et des soins de santé, mais à des organismes extérieurs et notamment à des organisations confessionnelles. Inclure ce type d'organisations, ainsi que les guérisseurs traditionnels et les autres dirigeants culturels, dans la lutte contre le VIH/sida pourrait accroître sensiblement les chances de succès.

Depuis que le VIH/sida s'est répandu au Malawi, il y a une quinzaine d'année, les organisations religieuses et confessionnelles se battent aux premières lignes contre la crise. Quatre Malawiens sur cinq sont chrétiens et l'Église s'exprime et exerce son influence sur des sujets allant de la politique au développement en passant par la santé. Collectivement, l'Église dispose d'une infrastructure plus vaste que celle du gouvernement; elle couvre chaque district, ville et village du pays et représente une source majeure d'informations et de services en matière d'éducation, de santé, d'agriculture et de finances. D'après les estimations, l'Église et les diverses organisations chrétiennes fournissent quelque 40 % de l'ensemble des services de santé du Malawi.

À côté de l'Église, les autorités traditionnelles (anciens chefs) détiennent elles aussi, en qualité d'administrateurs du gouvernement au niveau local, un certain pouvoir dans la société malawienne et elles sont perçues comme des gardiens de la culture locale. Dans certaines des qu'elles administrent, on estime que jusqu'à un quart des habitants est atteint du VIH ou du sida. Les répercussions sont dévastatrices.

Les communautés sont dépassées par les événements et incapables de gérer la situation. Le nombre d'orphelins ne cesse d'augmenter. Les malades ne peuvent pas travailler et beaucoup des personnes en bonne santé prennent soin des autres. Bien que les autorités traditionnelles soient conscientes du problème que représente le VIH/sida, elles ne possèdent pas les informations de base nécessaires en matière de prévention. En outre, dans certains cas, les pratiques traditionnelles qui faisaient partie de la culture bien avant l'assaut du VIH/sida contribuent à répandre l'infection par inadvertance.

Étant donné que le gouvernement et la plupart des ONG concentrent leurs efforts dans les régions urbaines, où les taux de prévalence sont les plus élevés, les zones rurales ont été négligées. À quelques exceptions près, les organisations religieuses n'ont pas sollicité l'aide des dirigeants traditionnels dans leur lutte contre le VIH/sida, en dépit de l'influence de ceux-ci dans les communautés locales. Or les projets qui ne tiennent pas compte des préceptes culturels profondément ancrés sont généralement voués à l'échec.

Il en est ainsi des tentatives de distribution de préservatifs pour enrayer la propagation du VIH au Malawi. Ces dernières années, les instances gouvernementales et les ONG en ont distribué des millions dans le pays, mais souvent sans autres explications et à pratiquement n'importe qui, n'importe où; ils finissaient régulièrement comme des jouets dans les mains des enfants. En milieu rural en particulier, certains dirigeants communautaires en sont arrivés à croire que les préservatifs contribuent en fait à la propagation du VIH en donnant aux gens qui s'en servent une confiance excessive dans leur sécurité.

À présent farouchement opposés aux préservatifs, ces dirigeants recherchent d'autres solutions, alors même que les taux d'infection et de prévalence du VIH continuent de monter en flèche.

Jusqu'ici, l'assistance apportée au Malawi par l'UNFPA dans la lutte contre le VIH/sida était principalement axée sur le soutien du secteur public, par l'intermédiaire du ministère de la santé. Le Fonds s'est cependant rendu compte de l'énorme potentiel dont est porteur un partenariat avec les dirigeants religieux et culturels dans le domaine de la santé de la sexualité et de la reproduction. Les avantages comparatifs sont évidents : l'UNFPA pourrait apporter sa somme d'expérience et ses ressources alors que les responsables locaux pourraient fournir le personnel, l'infrastructure et la crédibilité dont ils jouissent auprès de la population, autant d'éléments importants pour favoriser l'instauration de changements de comportement durables.

CE QUI POURRAIT ÊTRE OPÉRANT



- Les organisations confessionnelles devraient être prises en considération et se voir offrir un appui proportionnel à leur taille et à leur influence. De nombreux membres du clergé possèdent une bonne éducation, sont bien organisés et sont capables de mener à bien des tâches conformément aux critères internationaux.
- Les personnes influentes au sein de la culture devraient être consultées sur la meilleure manière de prévenir l'expansion du VIH. Il conviendrait également de concevoir, en collaboration avec les autorités traditionnelles et, si possible, avec les institutions religieuses, des méthodes de distribution de préservatifs respectueuses de la culture.
- Il faudrait appuyer les institutions religieuses qui s'efforcent d'instaurer une approche théologique sensible à la problématique du VIH/sida. Pour beaucoup d'entre elles, de tels efforts pourraient être essentiels pour créer une nouvelle génération d'enseignants et de dirigeants qui contribuent à la lutte contre le VIH/sida.
- Dans le cas de nombreuses églises pentecôtistes locales, le travail pourrait être exécuté avec de grandes organisations cadres, ce qui permettrait de satisfaire aux impératifs de la responsabilité redditionnelle tout en transmettant les appuis aux petites églises à base communautaire.
- Il est essentiel de sensibiliser les dirigeants traditionnels à la problématique du VIH/sida et d'acheminer des ressources vers les communautés rurales, celles-ci ayant désespérément besoin de programmes à long terme pour combattre la pandémie.
- Il serait utile de faciliter la collaboration entre les organisations confessionnelles et les dirigeants traditionnels afin de promouvoir un changement de comportement et d'éliminer les pratiques néfastes qui contribuent à la propagation du VIH.





Fonds des Nations Unies pour la population
220 East 42nd Street
New York, NY 10017 - États-Unis d'Amérique
www.unfpa.org